

TOR DI NONA

par Daniel Durand et Jacques Lachapelle.

*Le long débat d'une
petite intervention...*

Daniel Durand et Jacques Lachapelle sont des étudiants à l'Ecole d'Architecture de l'Université de Montréal.

LE NOM de Tor di Nona, au cours de l'histoire, a été associé à la muraille d'Aurélien, à un poste de dépôt alimentaire, à une prison papale, à un théâtre, à un quartier, et aujourd'hui à une restauration entreprise par les pouvoirs publics, en vue de répondre à certains de leurs idéaux. L'exploitation idéologique du patrimoine architectural est un élément important de l'étude de ce cas.

Le développement scientifique et l'intérêt croissant de l'archéologie, et

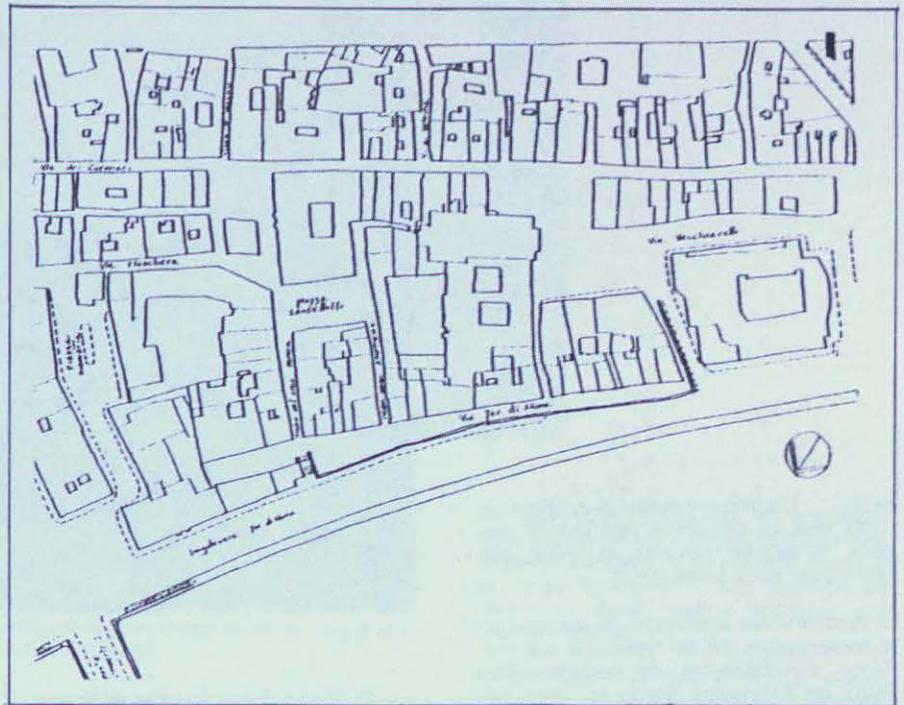
la portée des oeuvres de John Ruskin et de Viollet-Le-Duc ont ouvert une nouvelle sensibilité aux moyens de réanimer les anciens bâtiments. Le débat qui s'ensuivit, s'est maintenu entre deux positions extrêmes, si on exclue la démolition, à savoir la restauration, i.e. la remise en état sans modifications majeures et la restructuration sous toutes ses formes.

Les relations entre la richesse du centre historique de Rome où se trouvent les immeubles dits de Tor di Nona, et les conditions et caractéristiques physiques de ces derniers rendent le problème complexe. Ces immeubles, situés le long du Tibre en face de l'ancien Palais de Justice, se sont transformés depuis le moyen-âge, pour donner un ensemble densément organique et diversifié. Le contexte et les principes de la restauration invoqués sont autant de facteurs qui marquent l'intérêt du sujet.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les bâtiments à l'intérieur de l'enceinte murale, sont en grande partie du dix-neuvième siècle. Les poussées démographiques en sont la cause. Sixte V et Urbain VIII furent les premiers, à imprimer la structure urbaine de la Rome renaissante. Le plan régulateur d'urbanisation de 1873 et les subséquents, se voulaient pour leur part, une réponse à l'expansion. Plusieurs prévoyaient la monumentalisation de certaines voies (le corso Vittorio Emanuele, par exemple). Le quartier de Tor di Nona a perdu tous ses bâtiments riverains pour donner place à une voie de circulation rapide, le Lungotevere.

Le fascisme, porté au pouvoir en 1922, est allé plus loin dans cette optique avec son plan de 1931, qui a transposé en idéaux urbanistiques ses idéaux politiques. Le plan voulait "insérer la Cité neuve à l'antique" en prévoyant la création de voies cérémoniales et

Plan de l'ensemble



perspectivistes aux principaux monuments de la ville. Ce, "...avec le plus grand respect quand l'antique est vraiment beau et artistiquement valable et au contraire quelquefois avec le sacrifice de celui qui à l'époque romantique était considéré comme pittoresque"² Le plan entreprenait le remplacement de quartiers par des places et des bâtiments contemporains pour des motifs d'assainissement. L'austérité et la froideur de cette architecture sont connus.

C'est dans ce contexte que la Commune de Rome fit l'achat de l'îlot Tor di Nona en 1939-40, en vue de le remplacer par des immeubles à bureaux. On prévoyait envoyer les habitants dans un quartier neuf, mais mal équipé. La guerre empêcha la réalisation du projet.

La période 1950-60 vit les grands projets de démolition du fascisme s'estomper; les destructions ponctuelles cependant ce continuaient. L'administration réenvisageait celle de l'îlot de Tor di Nona. Plusieurs réactions suivirent. La plus efficace fut la contre proposition de Carlo Ceschi. Pour lui, la "...sauvegarde du quartier du Rinascimento devait commencer avec Tor di Nona"³ Il appuyait sa thèse sur l'importance de l'ambiance environnementale de Rome. Son projet cherchait à montrer la faisabilité et la rentabilité de l'intervention. Il conservait à la fois

la fonction et l'apparence extérieure, mais restructurait l'intérieur par le recloisonnement, la diminution du nombre de logements, d'escaliers, etc., de manière à remplir les nécessités de la vie contemporaine. La proposition, jamais réalisée, n'empêcha pas l'éviction des habitants, transférés à Ascita, à 20 km de distance.

Peu à peu, la critique sur les interventions abusives au centre historique et les politiques de l'administration en se répondant mutuellement, évoluaient. L'administration légiféra en 1962 un nouveau plan régulateur d'urbanisme très articulé qui prévoyait la protection du centre historique. Son application connaissant un succès mitigé, les critiques se faisant plus pressantes, des organismes se formèrent et cherchèrent des moyens d'informer la population. Les murs de l'îlot de Tor di Nona ont gardé jusqu'à sa récente restauration des fresques populaires, affichant le mécontentement et le désir d'intervention. En parallèle, des politiques nationales et municipales de plus en plus claires pour la sauvegard et mise en valeur des centres historiques se développaient. Le cas de Bologne est certainement à citer.

Forte de toutes ces expériences, l'administration communale, élue en 1976, formée du parti communiste (PCI), socialiste (PSI) et socio-démocrate (PSDI), et présidée

par l'historien et critique d'art, Giulio Carlo Argan, envisage une mise en application plus solide du plan de 1962, sans en changer les fondements. Deux problèmes particuliers les intéressaient: les bourgades et le centre historique. Pour eux, "...le problème des centres historiques sera résolu le jour où il ne s'en parlera plus, c'est-à-dire qu'il ne se parlera plus d'un problème du centre historique séparé et distinct du problème du développement et de l'évolution du noyau urbain dans sa totalité"⁴

Le centre historique souffrait d'un phénomène avancé de dépopulation, ses activités commerciales se détachaient de l'activité résidentielle, et l'activité artisanale étant non protégée, rétrogradait. Pour l'administration, il importait en plus de palier à ces phénomènes, de redonner le centre historique comme un tout culturel. Face aux bâtiments, elle se fixait pour but de considérer la valeur de la structure, de la qualité de l'environnement, du caractère monumental et typologique. En raison du retard, elle s'est imposée une rapidité d'action pour les expériences pilotes à mener.

Voulant servir un contre-exemple significatif aux spéculateurs, le choix de Tor di Nona s'imposa de façon naturelle, puisqu'il était déjà propriété municipale, qu'il jouissait de l'attention publique et qu'il pouvait permettre la libération rapide d'une subvention



Cour arrière

gelée. L'administration mit aussi à profit une loi nationale pour servir les gens à faible revenu et ceux qui résidaient dans le secteur.

La restauration a cherché à maximiser la conservation de la typologie malgré l'état d'abandon et de délabrement. Seuls les bâtiments écroulés, dont les relevés ont permis de connaître l'état original, se sont vus plus fortement modifiés à l'intérieur. On a répondu aux besoins de diversification de la population en prévoyant des boutiques d'artisans, un centre communautaire pour personnes âgées, et en réservant de petits logements pour les étudiants. De rares parties sont démolies, et ceci généralement pour des questions d'obscurité. Toute la structure est solidifiée, voire remplacée. Les particularités inhabituelles que peut offrir un bâtiment transformé selon un lent processus séculaire sont conservées. A titre d'exemple, les cuisines et salles à manger très étroites (env. 1,90m x 10,50m), résultant de la formation de la place Lancellotti à la fin du dix-huitième siècle, ont été sauvegardées. Les recloisonnements lorsqu'ils sont nécessaires, cherchent à reprendre d'anciennes divisions. Les équipements sanitaires et de cuisine sont installés. Un ascenseur est prévu pour le bâtiment le plus élevé. On le voit, il s'agit d'interventions minimales, qui visent non seulement à préserver l'intégrité organique du bâti, mais la signification même des relations entre l'intérieur et l'extérieur du bâtiment.

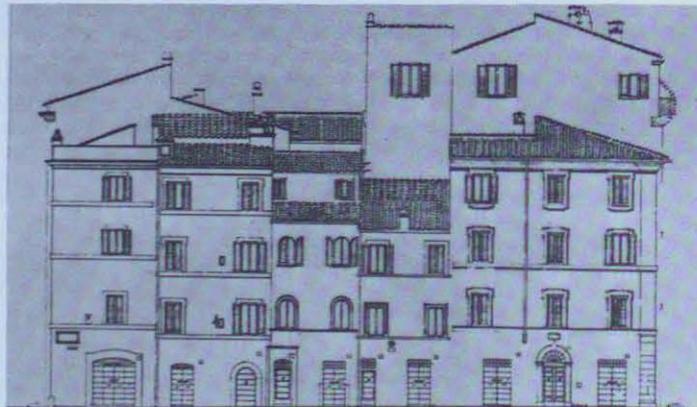
Malheureusement, des retards accumulés et l'inflation ont augmenté les coûts au point d'entacher la volonté de prouver le caractère économique de l'intervention. A l'opposé, l'extrait d'Armando Montanari représente bien la réception critique faite par les organismes de protection du patrimoine:

...instruit de la situation actuelle des polémiques et des disputes qui risquent de

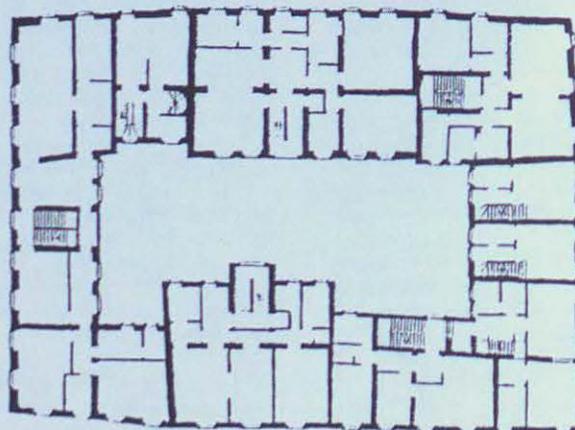
Le projet de Tor di Nona n'est sûrement pas un projet parfait, mais il est perfectible. Il y a une carence de connaissance de base qui a constitué un manque du point de vue méthodologique; mais ce n'est pas un projet erroné, plutôt devrions nous dire incomplet...⁵

continuer, nous pouvons affirmer que même ce projet de restauration de Tor di Nona est un acte de courage...

Au niveau de la perception urbaine, nous considérons que l'exemple de Tor



Elévation, Via Tor di Nona



Projet de Carlo Ceschi, 1957



Piazza Lancellotti (gravure: Giuseppe Vasi)

di Nona est un choix critique de l'administration et qu'il évite de tomber dans l'intervention stéréotypée. Cette attitude progressiste et contemporaine mérite d'être citée. En ce sens nous croyons aussi nous ranger derrière cette perception de Manfredo Tafuri de l'intervention en milieu historique: "...on n'a pas compris que renoncer à reconfigurer la ville, signifie renoncer à la comprendre de façon critique. La conservation a

donc été réduite à un problème de scénographie urbaine superposée à une restructuration fonctionnelle, arbitraire dans ses prémisses et ses propos, parce que non fondée sur une considération historique et organique du problème".⁶

Dans ce propos on voit déjà une réserve que nous émettons face au projet. La commune de Rome en optant pour une gestion publique par

un organisme central et en précisant chacun des détails de la restauration, a peut-être gelé le processus évolutif et organique de l'îlot; phénomène commun dans notre architecture contemporaine.

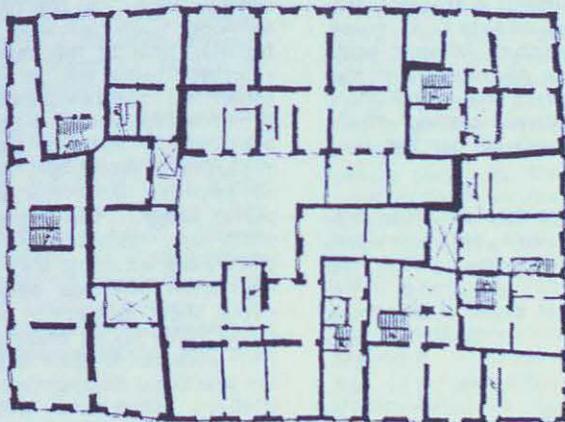
Enfin Tor di Nona nous donne l'exemple qu'un gouvernement n'a pas besoin de s'ériger un monument pour signifier son passage. La petite intervention, basée sur la signification de la ville implique ici la socialisation même de l'architecture; la volonté d'avoir un centre-ville habité plutôt que voué aux touristes ou dépendant d'une population de banlieues. Pour Rome ou ailleurs, le caractère d'une ville dépend souvent de ses habitants et de leur façon de récupérer l'espace urbain. En ce sens, Tor di Nona est un exemple méritoire.

Note: les principaux intervenants de la restauration:

Commune de Rome: défraie les coûts.
Assessorat pour les interventions dans le centre historique (dépendant de la Commune): Analyses et élaboration du projet.
IACP (Istituto autonomo per le case popolari): surveillance de chantier, gestion des bâtiments ●

Références

1. Italia Nostra, Roma centro storico 1924-1976, Citation de M. Piacenti, responsable de la politique urbanistique du plan de 1931
2. Idem.
3. Carlo Ceschi, A Tor di Nona, esperimento-pilota per il risanamento di un quartiere storico, extrait de Per la salvezza dei beni culturali in Italia, 1967, p.625
4. G.C. Argan, Interventi nel centro storico, 1978, p.26
5. Armando Montanari, extrait de Il San Michele come questione de principio, tiré du catalogue Per il restauro del San Michele, 1979, pp.198 et 200
6. Manfredo Tafuri, Théorie et Histoire de l'Architecture, 1976, p.97



Relevé par la Commune de Rome, 1976



Projet de la Commune de Rome, 1977